

Prévisions économiques, Canada

Tableau 1 – Principales variables macroéconomiques, données historiques et prévisionnelles, Canada, 2024-2025

 APPÉCO ANALYSE STRATÉGIQUE • ANALYTICS	Historique				Estimé	Prévision	Tendances (2024 T2-2025 T3)
	2024 T2	2024 T3	2024 T4	2025 T1	2025 T2	2025 T3	
PIB selon les dépenses							
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	2 416	2 430	2 443	2 456	2 451	2 446	
Croissance annualisée T/T	2,5 %	2,4 %	2,1 %	2,2 %	-0,8 %	-0,8 %	
Croissance en glissement annuel	1,2 %	1,9 %	2,3 %	2,3 %	1,4 %	0,7 %	
PIB par industrie, secteur des entreprises							
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	1 827	1 833	1 841	1 849	1 844	1 839	
Croissance annualisée T/T	2,0 %	1,3 %	1,8 %	1,7 %	-1,1 %	-1,0 %	
Croissance en glissement annuel	1,1 %	1,6 %	1,6 %	1,7 %	0,9 %	0,3 %	
Ventes au détail							
Niveau, M\$	66 212	67 167	68 789	69 606	70 388	70 734	
Croissance annualisée T/T	0,3 %	5,9 %	10,0 %	4,8 %	4,6 %	2,0 %	
Croissance en glissement annuel	0,7 %	1,6 %	3,5 %	5,2 %	6,3 %	5,3 %	
IPC, total							
Niveau, indice (2002 = 100)	161	161	162	163	163	164	
Croissance annualisée T/T	2,2 %	1,9 %	1,8 %	3,1 %	0,6 %	2,3 %	
Croissance en glissement annuel	2,8 %	2,1 %	1,9 %	2,3 %	1,8 %	1,9 %	
IPC, excluant les aliments et l'énergie							
Niveau, indice (2002 = 100)	151	152	152	154	155	156	
Croissance annualisée T/T	2,5 %	2,0 %	2,1 %	3,3 %	3,0 %	2,9 %	
Croissance en glissement annuel	2,8 %	2,5 %	2,1 %	2,5 %	2,6 %	2,8 %	
Investissement privé							
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	412	409	419	415	401	394	
Croissance annualisée T/T	2,6 %	-2,9 %	9,4 %	-3,1 %	-13,0 %	-6,9 %	
Croissance en glissement annuel	-2,8 %	-2,6 %	1,6 %	1,4 %	-2,7 %	-3,7 %	
Emploi salarié							
Niveau, k personnes	18 191	18 227	18 229	18 249	18 199	18 163	
Croissance annualisée T/T	1,6 %	0,8 %	0,0 %	0,4 %	-1,1 %	-0,8 %	
Croissance en glissement annuel	1,2 %	0,9 %	0,9 %	0,7 %	0,0 %	-0,4 %	

Source : Modélisation et prévisions par AppEco à partir des données mensuelles du Baromètre des affaires^{MD} de la FCEI.
Note : Les prévisions sont basées sur les données pondérées de la FCEI. L'interprétation de la dynamique récente peut différer de celle des données non pondérées. Toutes les séries sont désaisonnalisées.

Économie canadienne : taux de croissance négatif attendu aux T2 et T3 de 2025

Les prévisions économiques basées sur les dernières données du Baromètre des affaires^{MD} indiquent que la croissance du PIB a chuté de 0,8 % au T2 2025 et qu'elle devrait baisser encore de 0,8 % au T3. Cette contraction s'explique par la confiance des PME, qui demeure faible à cause des tensions commerciales, et par la faiblesse du secteur de la fabrication, en particulier dans les transports, la machinerie et le gaz et le pétrole.

Les ventes au détail ont ralenti au T2 2025, avec une hausse de 4,6 % en valeur nominale. Au T1, la hausse a persisté parce que beaucoup d'entreprises et d'organisations ont effectué leurs commandes avant l'entrée en vigueur des tarifs, mais la croissance devrait revenir à 2,0 % au T3.

Le taux d'inflation basé sur l'indice des prix à la consommation (IPC) a baissé à 1,8 % au T2 2025 et devrait remonter légèrement pour atteindre 1,9 % au T3. Le ralentissement général des prix est principalement attribuable à la chute des coûts de l'énergie et des services de voyage. En revanche, la hausse du coût des produits alimentaires et des logements a exercé une pression à la hausse.

L'investissement privé s'est contracté de 3,1 % au T1 2025, et l'incertitude persistante freine les plans d'investissement des entreprises, les estimations indiquant une chute de 13,0 % au T2 et une autre baisse de 6,9 % au T3. Cette situation reflète une diminution des dépenses en capital alors que la confiance est fragile, surtout dans les secteurs producteurs de biens qui sont touchés par l'instabilité du commerce mondial et la volatilité du prix des intrants.

Au T1 2025, la croissance de l'emploi salarié n'a pas créé de surprise, avec un gain modeste de 0,4 %. Toutefois, l'emploi devrait se contracter de 1,1% au T2, suivi d'un recul plus modéré de 0,8 % au T3. Cette tendance concorde avec le ralentissement économique général.

Dans ce numéro

- Page 2 – Postes vacants dans le secteur privé
- Page 3 – Le point L'impact croissant des tarifs douaniers sur les chaînes d'approvisionnement
- Page 4 – Profil sectoriel Commerce de gros
- Page 5 – À propos de la FCEI et notre méthodologie

Postes vacants dans le secteur privé – T2 2025



Le taux de postes vacants demeure stable au T2

Le taux de postes vacants trimestriel du secteur privé canadien s’est maintenu à 2,8% au T2 2025 (figure 1), ce qui représente une baisse de 0,3 point de pourcentage sur une base annuelle.

Des changements modérés dans les provinces

La Saskatchewan (-0,7), le Nouveau-Brunswick (-0,7) et la Colombie-Britannique (-0,5) ont connu les baisses les plus importantes d’une année à l’autre. L’Île-du-Prince-Édouard (+0,9), Terre-Neuve-et-Labrador (+0,2) et le Manitoba (+0,2) sont les seules provinces où le taux de postes vacants a augmenté d’une année sur l’autre.

Les taux de postes vacants sont les plus élevés dans les secteurs des services personnels et de la construction

Les arts, loisirs et information (-0,8), l’agriculture (-0,8), les services personnels (-0,6) et les ressources naturelles (-0,6) affichent les plus fortes baisses du taux de postes vacants sur une base annuelle. Le secteur de la fabrication est le seul à enregistrer une hausse (+0,1).

Les plus petites entreprises enregistrent les plus fortes baisses

Sur une base annuelle, ce sont les entreprises de moins de 20 employés qui affichent les baisses les plus marquées des taux de postes vacants. Toutefois, leurs taux demeurent 3 fois plus élevés que ceux des entreprises de plus de 100 employés (figure 3 et tableau 2).

Sources

(1) FCEI, Sondage *Les perspectives de votre entreprise*, janvier 2004-juin 2025. Données désaisonnalisées.
(2) Statistique Canada. Tableau 14-10-0398-01. Données désaisonnalisées.
(3) Les variations sur 3 et 12 mois sont en points de pourcentage.

Figure 1 – Taux de postes vacants, Canada^{1,2}

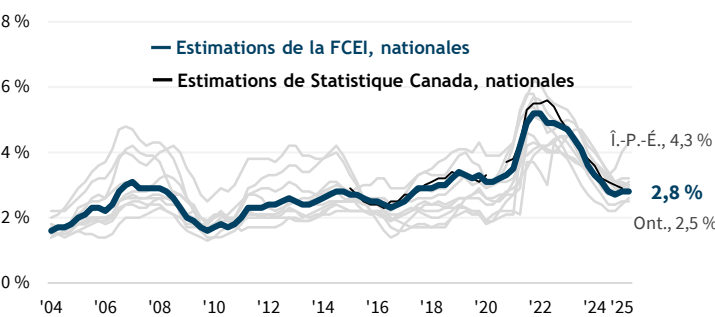


Figure 2 – Taux de postes vacants par secteur, Canada¹

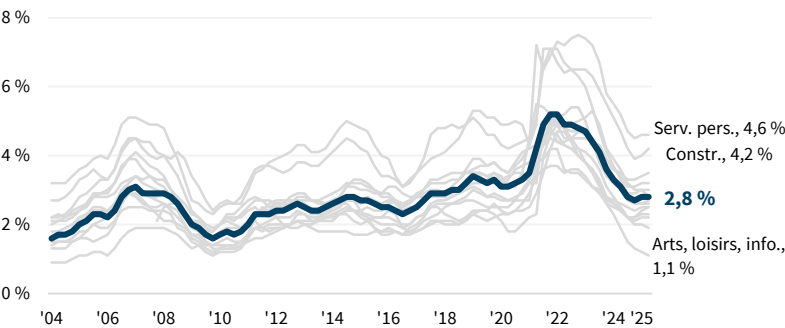


Figure 3 – Postes vacants (en milliers)¹

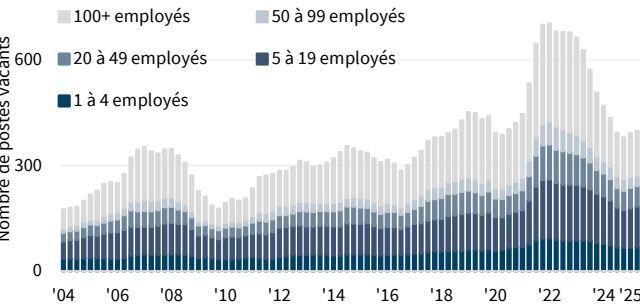


Tableau 2 – Postes vacants dans le secteur privé, T2 2025

	Taux de postes vacants (%)	Variation sur 3 mois ³	Variation sur 12 mois ³	Postes vacants (n)
Canada	2,8	0,0	-0,3	397 500
Île-du-Prince-Édouard	4,3	0,3	0,9	2 300
Québec	3,2	0,0	-0,3	98 700
Manitoba	3,1	0,2	0,2	14 400
Nouvelle-Écosse	3,0	0,0	-0,2	9 800
Nouveau-Brunswick	3,0	-0,1	-0,7	7 800
Saskatchewan	3,0	0,0	-0,7	10 700
Alberta	3,0	0,0	-0,2	52 400
Colombie-Britannique	2,9	0,0	-0,5	56 400
Terre-Neuve-et-Labrador	2,6	0,2	0,2	3 900
Ontario	2,5	0,0	-0,2	141 100
Services personnels	4,6	0,0	-0,6	27 900
Construction	4,2	0,2	-0,5	51 000
Services professionnels	3,5	0,1	0,0	44 800
Santé et éducation	3,2	0,0	-0,2	41 200
Hébergement et restauration	3,0	0,0	-0,3	40 000
Agriculture	2,8	-0,2	-0,8	4 700
Transports	2,7	0,1	-0,3	19 100
Gestion d'entreprises	2,6	0,0	-0,5	25 300
Fabrication	2,5	0,1	0,1	40 300
Finance, assurance et immobilier	2,5	0,0	-0,1	28 300
Commerce de gros	2,3	0,0	-0,1	20 000
Commerce de détail	2,2	0,0	-0,3	44 800
Ressources naturelles	1,9	-0,1	-0,6	4 200
Arts, loisirs et information	1,1	-0,1	-0,8	5 900
1 à 4 employés	5,7	0,1	-0,8	66 600
5 à 19 employés	5,2	0,2	-0,3	117 900
20 à 49 employés	3,2	0,0	-0,2	57 400
50 à 99 employés	2,2	-0,1	-0,3	30 200
100+ employés	1,7	0,0	-0,2	125 500

Le point : l'impact croissant des tarifs sur les chaînes d'approvisionnement



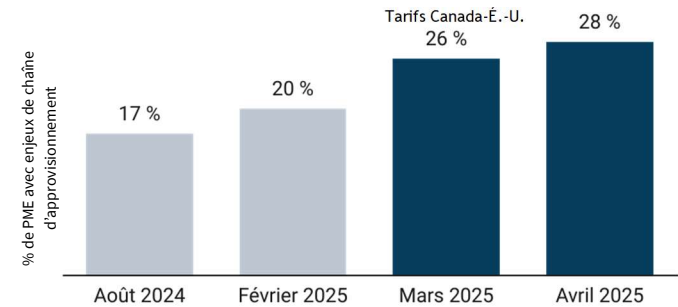
■ Perturbations croissantes de la chaîne d'approvisionnement pour les PME canadiennes

Les tensions commerciales entre le Canada et les É.-U. créent une forte incertitude et perturbent le commerce transfrontalier. Statistique Canada indique que près de la moitié (48 %) des entreprises ont fait face à des défis liés à la chaîne d'approvisionnement au cours des 3 derniers mois, et que 64 % s'attendent à ce que les défis s'aggravent¹.

Entre août 2024 et avril 2025, la part des entreprises citant les perturbations de la chaîne d'approvisionnement parmi leurs plus gros défis a augmenté de 17 % à 28 % (figure 4). Même si de nombreux facteurs affectent la chaîne d'approvisionnement (p. ex., grèves et arrêts de travail), nous considérons la frontière Canada-États-Unis comme étant le principal goulot d'étranglement. Les retards à la frontière² causés par l'ajout de formalités administratives sont devenus un enjeu clé. En mai, 35 % des propriétaires de PME ont signalé des retards à la frontière, avec un retard moyen de 2 h par rapport à la période précédant l'entrée en vigueur des tarifs³.

Figure 4 – Plus de PME affectées par les défis liés à la chaîne d'approvisionnement depuis l'entrée en vigueur des tarifs en mars 2025³

Quels sont les plus gros défis auxquels votre entreprise fait face actuellement? (Perturbations de la chaîne d'approvisionnement)



■ Sources

- (1) Statistique Canada, [Enquête canadienne sur la situation des entreprises, deuxième trimestre de 2025](#)
- (2) FCEI, sondage *Votre Voix*, du 6 mai au 2 juin 2025.
- (3) FCEI, sondage *Votre Voix*, août 2024 et février, mars et avril 2025.
- (4) FCEI, sondage sur les impacts de la guerre commerciale Canada-États-Unis, du 13 au 31 mars 2025.

■ La part des entreprises signalant des retards à la frontière est considérable dans certains secteurs

Le commerce de gros (42 %) et la fabrication (40 %) – qui dépendent le plus des marchandises – sont les secteurs les plus touchés par les retards à la frontière Canada-É.-U. La livraison à temps d'intrants et d'équipement est essentielle à leurs activités, ce qui les rend particulièrement vulnérables. Par ailleurs, 39 % des PME du secteur des services personnels subissent aussi des perturbations, surtout à cause des retards touchant les ateliers de réparation de véhicules, de biens ménagers et commerciaux. Une part importante des PME du commerce de détail (36 %) et de la construction (35 %) signalent des retards à la frontière, ce qui montre que les goulots d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement affectent à la fois les réseaux de distribution et les activités entourant ces projets. À l'inverse, les secteurs des services signalent moins de perturbations puisqu'ils dépendent moins de la logistique transfrontalière.

Tableau 3 – Plus de PME dépendant du commerce signalent des retards²

Au cours des 3 derniers mois, avez-vous attendu plus que d'habitude à la frontière pour importer ou exporter des marchandises en provenance ou à destination des États-Unis?

Secteurs	% des PME connaissant des délais à la frontière Canada-É.-U.	
	faible part	part importante
Commerce de gros		42
Fabrication		40
Services personnels		39
Arts, loisirs, info.*		38
Santé, éducation*		38
Gestion et admin. d'entreprise*		37
Commerce de détail		36
Construction		35
Services professionnels	27	
Agriculture et ress. naturelles	26	
Transports*	25	
Hébergement/restaur.	19	

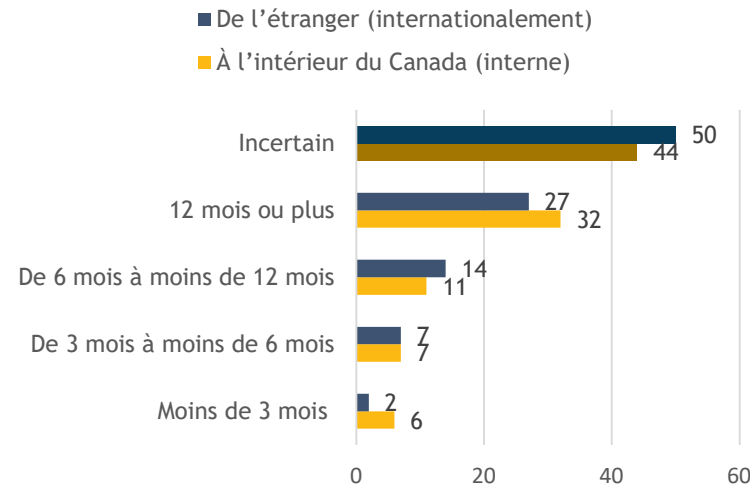
* Faible taux de réponse (moins de 40)

■ Les PME s'attendent à des perturbations à long terme

Face aux pressions croissantes des tarifs douaniers à la frontière canado-américaine, 62 % des PME se sont tournées vers le marché intérieur⁴. Pourtant, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement demeurent généralisées, ce qui montre que le problème affecte le commerce international et la logistique intérieure. Une forte incertitude plane, puisque 50 % des PME s'approvisionnant à l'étranger et 44 % au Canada ne savent pas pendant combien de temps les perturbations dureront¹. Parmi les répondants ayant indiqué une durée, 27 % (approvisionnement à l'étranger) et 32 % (approvisionnement au Canada) s'attendent à ce que les perturbations durent au moins 1 an, signe que beaucoup considèrent maintenant ces défis comme étant structurels et non temporaires. Toutefois, l'élimination des obstacles au commerce interprovincial pourrait alléger ces pressions en réduisant les impacts liés au commerce avec les États-Unis, comme indiqué par la moitié des entreprises⁴.

Figure 5 – La plupart des PME s'attendent à des perturbations de la chaîne d'approvisionnement à long terme, à l'étranger et au Canada

Pendant combien de temps cette entreprise ou cet organisme s'attend-il à ce que les éléments suivants continuent d'être un obstacle? (Difficulté à acquérir des intrants, des produits ou des fournitures provenant du Canada/de l'étranger, % des réponses)



Portrait

Le secteur du commerce de gros génère environ 5,3 % du PIB canadien. Les petites et moyennes entreprises (PME, 1 à 499 employés) et les travailleurs autonomes représentent environ 56 % du PIB de ce secteur, constituent la grande majorité des entreprises (99,9 %) et emploient 60 % de la main-d’œuvre.

Tableau 4 – Commerce de gros, Canada

	PIB ^{1,2}	Entreprises ³	Main-d’œuvre ⁴
Total	120 G\$	96 700	688 000
Part du secteur dans l’économie	5,30 %	2,0 %	3,4 %
Part des PME dans le secteur	55,7 %	99,9 %	60,0 %

Le secteur du **commerce de gros**⁵ comprend les établissements dont l’activité principale consiste à vendre en gros des marchandises généralement sans transformation, et à fournir des services résultant de la vente de marchandises. Sont incluses dans le commerce de gros les ventes de biens d’équipement ou de biens durables, mais qui sont utilisés dans la production de biens et de services qui ne sont pas destinés au grand public.

La vente en gros est une étape intermédiaire de la distribution de biens. Les marchandises sont vendues en grandes quantités à des détaillants, à d’autres entreprises et à des institutions clientes. Toutefois, certains grossistes, notamment ceux qui fournissent des biens d’équipement qui ne sont pas destinés au grand public, vendent des marchandises à la pièce aux utilisateurs finaux.

Ce secteur comprend deux principaux types de grossistes, soit les grossistes-marchands qui vendent des biens pour leur propre compte, et les marchés électroniques de gros et agents et courtiers en gros qui prennent des dispositions pour l’achat et la vente de biens pour le compte de tiers, habituellement moyennant le versement d’une commission ou d’honoraires.

Notre analyse porte uniquement sur les PME du secteur privé.

Sources

(1) Statistique Canada. Tableau 36-10-0434-03.
(2) Innovation, Sciences et développement économique Canada. Principales statistiques relatives aux petites entreprises 2024. Tableau 11.
(3) Statistique Canada. Tableau 33-10-0765-01 et Tableau 33-10-0764-01.
(4) Statistique Canada, données de l’Enquête sur la population active, calculs personnalisés.
(5) Statistique Canada. Système de classification des industries de l’Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2022 version 1.0.
(6) FCEI, Sondage *Les perspectives de votre entreprise*, janvier 2015 à juin 2025, fcei.ca/barometre.

Situation actuelle

L’indice de confiance à long terme trimestriel pour l’ensemble des entreprises a atteint son plus bas niveau des 10 dernières années. Dans le secteur du commerce de gros, il est même inférieur aux niveaux observés durant la pandémie (figure 6). Par rapport au T2 2024, l’indicateur est passé de 57,7 à 33,3 dans ce secteur, alors qu’il est passé de 53,3 à 40,5 dans l’ensemble des secteurs.

Le manque d’optimisme dans le secteur du commerce de gros reflète la baisse importante du nombre de PME avec employés (-15 %) et du nombre de travailleurs autonomes (-49 %) dans les 10 dernières années (figure 7).

Figure 6 – T2 2025 : les annonces de tarifs minent la confiance à long terme, surtout dans le commerce de gros (indice : 0-100)⁶

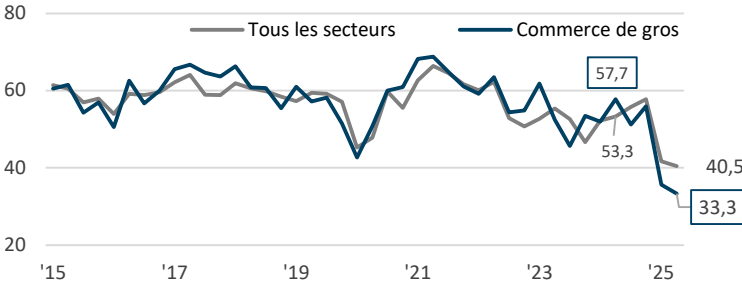
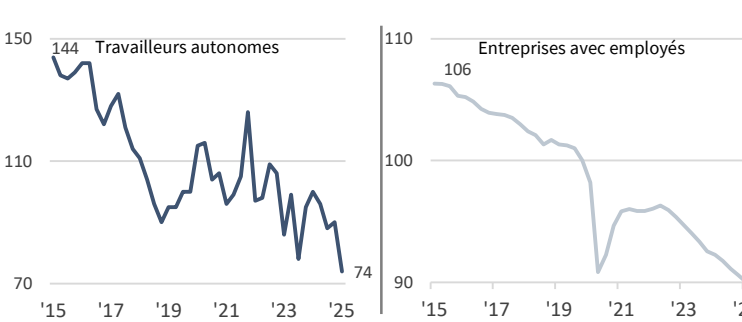


Figure 7 – Le nombre de travailleurs autonomes et de PME du commerce de gros avec employés a diminué au cours des 10 dernières années (indice : T4 2019 = 100)



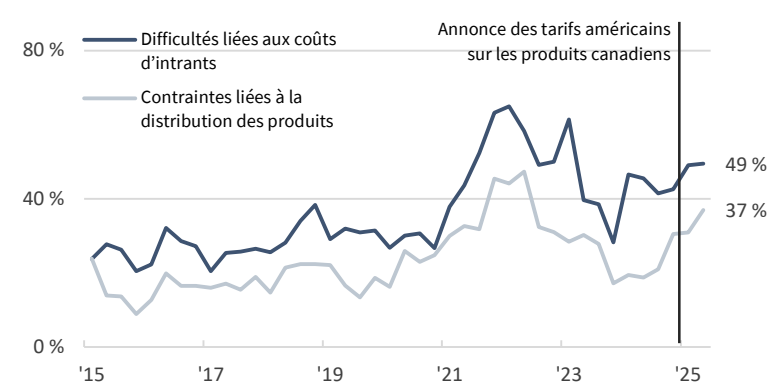
Défis

Après une période de répit en 2023 et 2024, les perturbations de la chaîne d’approvisionnement reviennent en force pour les PME du commerce de gros avec l’application récente de tarifs américains sur les produits canadiens. Au T2 2025, environ le tiers des entreprises du commerce de gros (37 %) étaient préoccupées par la chaîne d’approvisionnement (17 % à l’échelle nationale) (figure 8).

Les entreprises du commerce de gros sont l’un des premiers maillons de la chaîne de production. Elles sont donc particulièrement exposées aux perturbations externes de la logistique et des échanges commerciaux mondiaux. Environ la moitié d’entre elles (49 %) signalent désormais que la hausse des coûts d’intrants leur pose actuellement des difficultés (42 % à l’échelle nationale).

En réponse à ces défis, les PME du commerce de gros modulent leurs stratégies de fixation des prix. Les plans moyens de hausse des prix pour les 12 prochains mois ont grimpé à 3,9 %, ce qui est nettement plus élevé que l’indicateur national de 3,0 %⁶. Cela montre que les PME du secteur commencent à transférer la hausse des coûts en aval de la chaîne d’approvisionnement.

Figure 8 – Répit de courte durée pour le commerce de gros : retour des difficultés liées aux coûts d’intrants et des perturbations de la chaîne d’approvisionnement postpandémie



Méthodologie

Nos recherches s'appuient sur les points de vue de nos membres recueillis par les divers sondages que nous menons par Internet à accès contrôlé. La FCEI fonctionne selon le principe « un membre, un vote ». Nous produisons des analyses claires, crédibles et convaincantes dans l'objectif de soutenir la réussite des PME canadiennes.

Les membres de la FCEI sont bien représentés dans toutes les régions, industries et tailles d'entreprise. Par conséquent, les données de nos sondages offrent des estimations raisonnables de la répartition de l'activité économique à l'échelle nationale.

Notre sondage mensuel **Les perspectives de votre entreprise** analyse la confiance, les attentes et les perspectives des propriétaires de PME du Canada à l'égard de la situation générale des affaires. Les résultats s'appuient sur plusieurs centaines de réponses recueillies auprès d'un échantillon aléatoire stratifié de membres de la FCEI. Les résultats sont publiés le dernier jeudi de chaque mois dans notre Baromètre des affaires^{MD}. Consultez les résultats pour l'ensemble du Canada, par province et par secteur à fcei.ca/barometre.

Votre voix est un sondage omnibus mensuel de la FCEI qui porte sur un large éventail de sujets d'actualité. Les résultats, basés chaque fois sur plusieurs milliers de réponses, sont présentés dans quelques graphiques clés mensuels à l'adresse fcei.ca/recherche.

Le **Sondage spécial sur les impacts de la guerre commerciale Canada-États-Unis** est un sondage de la FCEI qui examine l'impact de la guerre commerciale entre les États-Unis et le Canada sur les petites entreprises. Le sondage a été réalisé à deux reprises, recevant à chaque fois plusieurs milliers de réponses. Les résultats sont présentés à travers une série de graphiques clés disponibles sur fcei.ca/recherche/tarifs.

Les prévisions à court terme se fondent sur les résultats du sondage *Les perspectives de votre entreprise*. La plupart des autres indicateurs économiques rendus publics ont pour leur part toujours un délai entre la collecte et la publication, parfois de plus de deux mois.

Les estimations sur les postes vacants se fondent aussi sur ce sondage. L'analyse utilise les données du sondage de la FCEI, de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada et des compilations personnalisées de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada.

Pour en savoir plus sur notre méthodologie, visitez fcei.ca/recherche.

À propos de la FCEI



La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est le plus grand regroupement de PME au pays, comptant 100 000 membres dans tous les secteurs d'activité et toutes les régions. Elle vise à augmenter les chances de succès des PME en défendant leurs intérêts auprès des gouvernements, en leur fournissant des ressources personnalisées et en leur offrant des économies exclusives. Visitez fcei.ca pour en savoir plus.

FCEI Économie

Simon Gaudreault Économiste en chef et vice-président, recherche	Andreea Bourgeois Directrice, économie	Laure-Anna Bomal Économiste	Alchad Alegbeh Analyste de la recherche
---	--	---------------------------------------	---

 fcei.ca/recherche	 recherche@fcei.ca	 @CFIB_FCEI_Stats
---	--	--

À propos d'AppEco



[AppEco](https://appeco.ca) est une firme de consultation spécialisée en analyse économique et stratégique. AppEco possède une expertise reconnue et livre des prestations de première qualité en économie appliquée : études d'impact économique, enquêtes et sondages, analyses avantages-coûts, modélisation, économétrie, tarification, etc. Elle a pour mission d'offrir des prestations utiles qui contribuent à la croissance et aux projets de ses clients. AppEco travaille avec des entreprises de toutes les tailles : PME, multinationales, administrations publiques et organismes sans but lucratif. Consultez appeco.ca/fr/ pour en savoir plus.

Pierre Emmanuel Paradis Président et économiste	Richard Fahey Vice-président et avocat	Julien Mc Donald-Guimond Directeur et économiste	El Hadji Nimaga Économiste
---	--	--	--------------------------------------

 appeco.ca	 info@appeco.ca	 AppEco
---	--	--